Rappel de la loi
Concernant Les obligations des propriétaires
dont les terrains ont fait l'objet d'une décision d'opposition

Article L. 422-14 du code de l'environnement :

« L'opposition mentionnée au 5° de l'article L. 422-10 est recevable à la condition que cette opposition porte sur l'ensemble des terrains appartenant aux propriétaires ou copropriétaires en cause ».

Cette opposition de conscience entraîne une renonciation du droit de chasse pour le propriétaire. Ainsi, vous ne pouvez plus obtenir de permis de chasser même si vous le sollicitez.

« Cette opposition vaut renonciation à l'exercice du droit de chasse sur ces terrains. Elle ne fait pas obstacle à l'application de l'article L. 415-7 du code rural et de la pêche maritime. Dans ce cas, le droit de chasser du preneur subit les mêmes restrictions que celles ressortissant des usages locaux qui s'appliquent sur les territoires de chasse voisins et celles résultant du schéma départemental de gestion cynégétique visé à la section 1 du chapitre V du titre II du livre IV. ».

Article L. 422-15 du code de l'environnement :

« La personne ayant formé opposition est tenue de procéder à la signalisation de son terrain matérialisant l'interdiction de chasser.

Le propriétaire ou le détenteur du droit de chasse ayant fait opposition est tenu de procéder ou de faire procéder à la destruction des animaux susceptibles d'occasionner des dégâts et à la régulation des espèces présentes sur son fonds qui causent des dégâts.

Le passage des chiens courants sur des territoires bénéficiant du statut de réserve ou d'opposition au titre des 3° et 5° de l'article L. 422-10 ne peut être considéré comme chasse sur réserve ou chasse sur autrui, sauf si le chasseur a poussé les chiens à le faire. ».

Article L. 425-11 du code de l'environnement : « Lorsque le bénéficiaire du plan de chasse ne prélève pas le nombre minimum d'animaux qui lui est attribué, il peut voir sa responsabilité financière engagée pour la prise en charge de tout ou partie des frais liés à l'indemnisation mentionnée à l'article L. 426-1 et la prévention des dégâts de gibier mentionnée à l'article L. 421-5.

Il en est de même pour les personnes ayant formé l'opposition prévue au 5° de l'article L. 422-10 et qui n'ont pas procédé sur leur fonds à la régulation des espèces de grand gibier. ».

Je reconnais avoir pris connaissance des conséquences prévues par la loi dans le cas d'une opposition au nom de convictions personnelles.

Date :

Signature (s) ⁽²⁾ :

Pièces à joindre :

Attestation notariée de propriété et relevé cadastral de propriété à solliciter auprès du service du cadastre de la mairie (le plus récent) + attestation de propriété pour les parcelles acquises récemment (celles qui ne figurent pas sur le relevé cadastral) + plan de situation des sections et des parcelles.

- (1) Lorsque le propriétaire est 1 personne morale, l'opposition peut être formulée par le responsable de l'organe délibérant désigné par celui-ci.**
- (2) Dans le cas d'indivision : signature de tous les copropriétaires, usufruitiers, nus-propriétaires**